

CHAPITRE 5 - LA FRANCE DES ANNÉES 1890 : VERS UNE RÉPUBLIQUE PLUS CONSENSUELLE (1889-1899) ?

I. Un consensus républicain, pour des ralliements (encore) partiels (1889-1892)

A. République et nationalité : un régime qui inclue ou qui exclut ?

1. La loi de 1889 sur la nationalité et ses buts

Les dispositifs existant en matière de naturalisation

- droit du sol (sujet du Roi durant AR) et en accord avec conception nation de la Révolution et de Renan
- droit du sang dans Code Civil 1804 Napoléon (double-nationalité interdite à part dérogation de l'Empereur)
 - ⇒ présence sur le territoire français : « demande d'admission » : droit civiques mais pas politiques et au bout de 10 ans demande naturalisation
- besoin dans l'armée : IIe Répu : « double droit du sol » : enfant né de parent étrangers eux même nés en France : car étranger échappaient au service militaire

Une loi de compromis

- 26 juin 1889 : droit du sol : juste le fait de naître sur territoire : donc nationalité se transmet par le sang et le sol

Une loi qui pousse à l'assimilation

- Encouragement à l'assimilation : étranger qui forment « nation dans la nation » : respect de normes : maîtrise langue, respect tradition et choix prénom
 - ⇒ Loi 1803 : choix prénom chrétien ou imaginaire antique

Une loi à une visée militaire...

- Loi Freycinet 1889 : service milit de 5 à 3 ans : étranger qui répudiés nationalité pour échapper au service + marché du travail patron préfère étranger plutôt que de français qui doivent abandonner poste
 - ⇒ Obliger nationalité aux étrangers
- Loi Freycinet soutenue par patronat industriel pour main d'œuvre, les élus des régions ouvrières pour limiter concurrence étrangère et les militaires pour conquêtes coloniales

Une loi à visée démographique

- Baisse natalité (dépopulation) : courant nataliste (Catholiques, Nationalistes, E. Reclus (communard))
- 1874, *Démographie figurée de la France*, A. Bertillon : déclin démo au lendemain défaite
 - ⇒ Si déclin : combler par immigration
- J. Bertillon (médecin et statisticien): Alliance nationale en 1896 groupe de pression pour politique nataliste et veut protection fiscale famille nombreuses
 - ⇒ Discours malthusien mêlé à discours de Revanche (vaincre avec déclin ?)

Les détracteurs et les défauts de la loi

- Monarchistes et aristo : défendent la « race » et veulent un *jus sanguinis*
- Loi 1889 : permet ouvriers et militaire, mais compromis étrangers écartés des fonctions électives 10 ans après naturalisation
- Les « lois sociales » seront réservées aux nationaux : loi accident de travail (1898), loi assistance vieillards et indigents en 1905, exclusion syndicats et

élection des délégués ouvrier (loi sur les prud'hommes), étrangers ne peuvent passer le barreau et suppression équivalence de diplôme médecins (loi 1892)

⇒ Étrangers exclus peu à peu du marché du travail et une frontière se fixe avec nationaux

2. La peur de l'immigré et la protection de la nation

Les ligues de protection du travail

- Lien entre question nationale et sociale avec des liens entre nationalistes (M. Barrès) et des républicains radicaux : « Contre les étrangers ! »
- Mouvements ouvrier pour protéger travail des nationaux, avec des ligues (ligue du Travail à Bordeaux, Ligue de défense du travail national dans le Nord en 1899) : volonté d'une taxe
- Mars 1886 : ouvriers marseillais votent impôt supplémentaire pour étrangers
- 1888 : Grenoble : pétition ouvrière d'une taxe de séjour pour étrangers
- Cette xénophobie trouve refuge dans le boulangisme
- Étrangers accusés de faire baisser les salaires car embauchés à moindre coup et de briser les grèves en travaillant (car exclus des syndicats) (Germinal)

La tentation xénophobe des formations marxistes

- Marxisme n'est pas censé avoir de frontière donc pas de xénophobie
 - ⇒ POF veut interdire aux patrons l'embauche d'étrangers à moindre cout (art 4) : faute au patron
- 1893 POF (parti ouvrier français et plus de France) : mais POF garde doctrine une augmentation des salaires sans différence de nationalité (salaire min)
 - ⇒ Mais stigmatisation des étrangers
- Prolétaires du Pas-de-Calais : troubles à Lens en 1892 et 1901

Le relais pris de l'Etat

- Entre 1883 et 1912 : 35 projets de lois pour exclure les étrangers du travail, mais rejetés en majorité.
- Décret 1888 où étranger immatriculés avec déclaration de résidence
- USA : Chines Exclusion Act : fermeture frontières aux chinois 1882

3. Un cas de lynchage xénophobe : le massacre de Aigues-Mortes en 1893

Aux origines du massacre

- Marais salins de la Compagnie des salins du Midi (CSM) à Aigues-Mortes : levage de sel : main d'œuvre locale (payé 5 francs par jour) et battage du sel : étrangers italiens (rémunéré rendement). Force physique supérieur et bon rendements (10/12 francs)
 - ⇒ 1893 : CSM recrute moins d'italiens et complète avec main d'œuvre locale : équipes mixtes (300 ouvriers dont 100 de natio française) : matin du 16 août : « trimards » français lents et pénalisent paie de leurs équipes (une dizaine d'équipes) : paie vitale pour italiens

Le lynchage collectif

- Trimards sabotent travaille piémontais et dégénère en jets de pierre : trimards virés et montent le village contre italien (xénophobie) : trimards errent dans villes avec des locaux pour agresser les Italiens le 17 août 1893
 - ⇒ Police puis armée pour s'interposer (chasse à l'italien pendant 24h) : 8 morts selon presse française et 150 selon presse italienne

Interprétations

- Problème de douleur sociale plus que xénophobie

- N. Elias : ouvrier français veulent le statut d'insiders/established pour eux et outsiders pour étrangers
- Innocentisation médiatique avec acquittement général des émeutiers

B. Antisémitisme politique et rejet de la République : le scandale de Panama (1892)

1. Aux origines du scandale

En toile de fond, une vague d'immigration juive d'Europe de l'Est

- 60k juifs en métropole en 1882 (+35k juifs Algérie naturalisés par Décret Crémieux) et 120k en 1914 : car immigration dans les années 1880 de juifs ashkénazes fuyant les pogroms russes : vers Allemagne et France

Contexte politique général (sur la décennie)

- Instabilité politique (gvrnmt Léon Bourgeois renversé par Sénat en 1896)
- S. Carnot assassiné en 1894 et Casimir-Périer qui succède démissionne en 1895, puis Felix Faure qui succède mais meurt accidentellement en 1899, enfin Émile Loubet devient président jusqu'en 1906

Le désastre du chantier de Panama

- Scandale éclate en 1892 mais faits plus anciens
- F. de Lesseps fonde Société internationale de Panama (1879) pour creuser et action françaises, mais travaux compliqués (cout, paludisme, longs...)
- Projet mal pensé au bord de la faillite, mais corruption banque et presse avec des « obligations à lot » en 1888 + pot de vin aux députés pour autorisation législative
 - ⇒ Mais faillite et ruine des investisseurs qui portent plainte en 1889-1891 contre Lesseps et Eiffel (perte de 1,3 Milliards de francs)

2. Le scandale et ses conséquences

Opprobre sur le parlement

- 1892 droite antirépu s'empare du scandale : Drumont révèle corruption dans son journal *La libre parole* : « 104 chéquards » et financiers de cette corruption étaient 2 juifs : banquier baron Jacques de Reinach (juif allemand naturalisé et proche des opportunistes) se suicide en 1892 et Cornelius Herz (juif d'origine allemande et proche de Clemenceau) : complot juifs qui détourne argent
- 1893 commission d'enquête contre dirigeants compagnie jusqu'en 1898
- 1893 : renouvellement de l'AN car députés accusés écartés (Freycinet et Clemenceau) (273 opportunistes, 153 radicaux, pas augmentation droite)
- Clemenceau en duel avec Déroulède

Regain d'antisémitisme virulent

- République assimilée aux juifs qui veulent étouffer nation française (Barrès qui critique la Répu) : juifs défendent leur seul intérêt
- Drumont et G. Bernanos : juifs ont saignés le pays et répandu la misère (Révolution) : critique des républicains à la banque Rothschild
- Ligue antisémite en 1889 autour du marquis de Morès puis Jules Guérin « Grand Occident de France » : combattre le complot judéo-maçonnique qui se développe en France

C. Une République qui rallie cependant

1. Le ralliement définitif des partisans

Le monde rural français

- France à maj rural : 1890 : 69,3% ; 1913 : 60,5% ; 1930 : 48,8%
- Pop agricole fait face à une dépression sévère

Méline, l'agrarien

- Barrière douanière en France en 1892 avec ministre agri J. Méline : tarifs : agri doivent s'adapter aux transformations du marché : ponction de 1895 à 1914
- Méline défenseur des ruraux et des paysans menacés par l'exode rural et le progrès : *Le retour à la terre et la surproduction industrielle* (1905) essai où il demande une industrialisation douce à la campagne pour éviter l'exode rural et le maintien d'un savoir-faire

Un personnel politique qui se démocratise progressivement

- Personnel répu d'origine modeste (méritocratie) : F. Faure, E. Loubet

2. Le ralliement (partiel) des catholiques

La main tendue de la papauté

- Acclimatation à la république de français et catholiques : années 1890 diminution des tensions avec l'Église (répu remet pas en question le concordat et paye le salaire des prêtres, et retour des jésuites)
- Léon XIII (pape depuis 1878) : doctrine sociale de l'Église : appel aux catholiques de France d'accepter le régime répu pour mieux le modifier de l'intérieur

Du toast d'Alger à l'Encyclique du pape (1891-1892)

- Mgr Lavergne (archevêque d'Alger et Carthage) : 1890 fait un toast à la République : catholiques doivent accepter la forme du gouvernement
 - ⇒ Scandalise cathos et officiers marine
- Église qui se détache du légitimisme
- 1892 pape : encyclique *Au milieu des sollicitudes* : plaide rattachement à répu

Un accueil mitigé

- Albert de Mun groupe de la droite constitutionnelle (droite républicaine)
- Opportunistes modèrent discours anticlérical et font concession à l'Église : E. Spüller « esprit nouveau » envers l'Église : réconciliation de tous les français
- Cathos qui ne rejoignent pas ralliement + partie du clergé qui se désolidarisent du pape (Mgr Freppel ou le journal *La Croix* (Assomptionnistes))
- Création mouvement du « Sillon » : catho social répu (1894) : impact politique mais de taille modeste

II. Les crises du régime : des oppositions toujours violentes (1893-1899)

A. Le mouvement social à l'assaut d'un régime capitaliste

1. L'Internationale, les partis socialistes, les syndicats et le 1^{er} mai 1891 (Fourmies)

Un État encore peu social

- Opportunistes convictions libérale (pas sociale) : tx syndicat faible et grèves réprimées par la force
- Lois sociales : suppression livret ouvrier 1890 et loi de délégués élus pour sécurité dans mines
 - ⇒ 1892 : interdit travail enfant -13ans (vérifié par inspecteur)

- Mais condition ouvrière reste compliqué

L'ombre de la IIe Internationale

- AIT disparaît en 1876 (pression anarchiste) mais mouvement ouvrier revient en France dans 1880 (2^e indus, dépression éco) : veut antimilitarisme (face à la course à l'armement et au dévelpmt nationalisme)
- 20 juillet 1889 : Engels fonde la IIe internationale à Paris salle Pétrelle (expo universelle) (prédominance marxiste) : augmentation du nombre ouvriers des grandes industries (Creusot...) et diversification des facteurs (joie des guesdistes)
- Congrès socialistes Bruxelles 1891 : anarchistes hués puis exclus à Zurich en 1893

Une nébuleuse de partis socialistes

- Socialisme qui peine à s'implanter (1890's : Guesde, Jaurès, Vaillant, Basly : à la Chambre)
 - ⇒ Très divisé : « socialistes indépendants » dont maj au POF de Guesde (marxiste)
 - ⇒ Mais tous représentent les ouvriers et « collectivistes » : contre la propriété avec socialisation et nationalisation
 - ⇒ Blanquistes disparus et CRC devenu un syndicat
- Formation PSR parti socialiste révolutionnaire en 1898 (Vaillant)
- Guesdiste P. Brousse qui crée FTSTF Fédération des travailleurs socialistes de France en 1882 : réformiste : par la loi
- « Allemanistes » de J. Allemane en 1890 avec le POSR Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire : entre les deux : accepte l'électoral mais veut lutter par grève par la syndicalisation

Un syndicalisme autonome

- « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : par syndicalisation désormais
- Syndicalisation qui se développe (selon le secteur) + bourse de travail (bureaux de placements pour les ouvriers dans chaque grande ville) avec Pelloutier (Secrétaire général de la Fédération des Bourses de Travail 1895)
 - ⇒ Pelloutier (membre POF qui théorise révolt par grève avec A. Briand), mais ne croit pas à la politique instituée
 - ⇒ Pelloutier se tourne vers anarchisme mais contre terrorisme des militants, il considère syndicalisation comme seul outil révolutionnaire
- Bourses de travail : caisse solidarité (maladie, chômage...), bibliothèques, cours magistraux pour instruire le prolétariat
 - ⇒ Mais ouvriers voient la tentative de récup des républicains radicaux

L'institution de la « fête du Travail »

- Les guesdistes R. Lavigne et J. Dormoy veulent instituer manif nationale travail (chômé) le 1^{er} mai : pour revendiquer journée travail à 8h
- 1^{er} mai 1886 manif Chicago de syndicats : morts par policiers (8 meneurs anarchistes condamnés à mort)
 - ⇒ Montre aussi unité internationale du prolétariat : P. Lafargue enthousiaste à cette unité (ou E. Vandervelde)
- 1^{er} mai 1890 : 60k grévistes mais limitée géographique et socialement
- 1^{er} mai 1891 : grèves la semaine précédente et patrons peurs : attente de répression des pouvoirs publics

Le massacre de Fourmies

- 1^{er} mai 1891 : répression violente de la grève de la zone industrielle textile de Fourmies dans le Nord : 12 morts (petite fille avec fleurs rouges)
- Clichy aussi atteint par répression et meneurs anarchistes torturés

- Clemenceau (radicale) dénonce force à Fourmies
- E. Roche (boulangiste) : créateur de la « soupes populaires » : exclu pour propos de Chambre
- 1^{er} mai devient commémoration de Fourmies : P. Lafargue : mysticisme du 1^{er} mai : auréole sanglante : nouveau mur des fédérés (marseillaise fourmiesienne)
- *Le Secret de Fourmies*, E. Drumont dénonce complot juif (1892) car sous-préfet est juif
- 1^{er} mai : fête de la culture républicaine (même si moins de manif dans les 1^{er} mai suivant)

2. Mais une dynamique intégratrice : l'entrée progressive des socialistes au Parlement

Une réticence des socialistes à faire le jeu du système

- Depuis commune ouvriers non représentés en politique sauf C. Hugues en 1881 député de Marseille et L. Blanc député de Paris

Mais une entrée en politique vers 1893

- Succès électoraux de socialistes en politique :
 - ⇒ Nord : G. Delory Lille 1896 et H. Carette Roubaix 1892
- Groupe parlementaire avec Jaurès et Guesde (en 1906), E. Vaillant (député de Paris en 1893), E. Basly Pas-de-Calais 1891 (« mineur indomptable »)
- J. Jaurès : opportuniste député du Tarn en 1885, député « socialiste indépendant » en 1893 à l'AN

Des « indépendants » cependant plus des « hommes de partis »

- Stratégie antiboulangiste : alliance entre certains socialistes (possibilistes) à faire alliance avec les partis bourgeois : succès des « socialistes indépendants »
 - ⇒ Grâce progressistes et répu J. Jaurès et A. Millerand : intégré dans jeu parlementaire : car celui-ci peut être source de progrès social
- 1891 : naissance de l'Office de travail (étudier monde travail et ancêtre du ministère créé en 1906)
 - ⇒ Propos de lois pour réduire journée travail dans mines et chemins de fer
 - ⇒ Vatican encourage progrès social : encyclique *Rerum Novarum* en 1891 : soutien ouvrier et approuve Conférence de Berlin en 1890 sur réglementation commune du travail

Œuvrer à la législation sociale et... participer au gouvernement ?

- Socialistes cherchent à capter la majorité : J. Jaurès déclare que de la démocratie découlera tout seul le progrès social
- 1881 : caisse d'épargne national (seulement accessible aux plus aisées)
- Sociétés de secours mutuel : cotisation contre protection aléas de la vie
 - ⇒ Mouvement mutualiste encouragé par IInd Empire et III^e Repu : Etat n'a pas à s'en occuper
 - ⇒ « Charte de mutualité » : loi de 1898 : encourage mutualité, mais 10% français couverts avant la WWI et ouvriers miséreux moins couverts
 - ⇒ Question de l'existence du socialisme à travers un gouvernement bourgeois (pb de conscience) : Millerand élu dans le gvrnmt Waldeck-Rousseau en 1899

En marge du politique, la lente institutionnalisation des syndicats

- Unification de certains syndicats : par des fédérations nationales de syndicats du même métier (Fédération Nationale des mineurs)
- 1895 : congrès de Limoge : création de la Confédération Générale du travail (CGT) : par fédération syndicats et réseau de bourse du travail : syndicat

national ouvrier et révolutionnaire avec V. Griffuelhes (anarchiste) et L. Jouhaux à partir de 1909

- Question de syndicat en politique :
 - ⇒ All : SPD dans déclat d'Erfurt (1891) : séparation parti et syndicat
 - ⇒ 2nd Internationale en : Congrès de Londres (1896) : exclusion des organisations qui ne reconnaissent pas nécessité d'un pouvoir législatif
 - ⇒ CGT refuse toute affiliation à un parti politique

3. La crise anarchiste et l'épisode terroriste (1893-1894)

Qu'est-ce que l'anarchisme à l'orée des années 1890

- Anarchistes rejetés par socialiste ne veulent pas passer par politique mais par révolution, donc par terrorisme : révolte contre société bourgeoise, état et parlementarisme
- Ligne anarchiste ≠ Proudhon : créée par M. Bakounine et P. Kropotkine : triomphe anarchie par attentats contre institutions sociales (réelles : Etat, armée... et morales : religion, famille)
- 1881 parviennent à assassiner le Tsar Alexandre II de Russie
- Ne croient pas au suffrage universel : illusoire
- Journaux comme *Le père peinard* ou *La révolte*

Les attentats et leur répression

- 1892-94 : attentats anarchistes : « propagande par le fait » Ravachol
- F. Koëningstein (« Ravachol ») : 1891-92 : attentat à la bombe boulevard St-Germain : immeuble d'un magistrat de l'affaire Clichy (guillotiné en 1892)
- Anarchistes font exploser bombes partout : « il n'y a pas d'innocent parmi les bourgeois »
- Décembre 1893 : A. Vaillant ouvrier lance bombe dans AN (juste blessés)
- E. Henry : bombe gare de Lyon (1894) et au Commissariat rue des Bon Enfants (1892)
- 24 juin 1894 : anarchiste italien (Caserio) assassine Sadi Carnot au couteau à Lyon
 - ⇒ Loi « scélérates » : censure presse, interdiction propagande anarchiste (5 ans de prison) et impossibilité accès à l'explosif

Une vague internationale...mais peu de soutiens

- Frère aîné de Lénine impliqué dans tentative d'attentat sur Alexandre III
- 1898 : Sissi (impératrice Autriche-Hongrie) assassinée
- 1900 : roi Italie Humbert Ier assassiné
- 1901 : président américain T. McKinley assassiné par immigré polonais
- Vague de répression en France + pas de sympathie de l'opinion (sauf d'Octave Mirbeau, le *Journal d'une femme de chambre* 1900, ou L. Thailhade)
- Procès de E. Henry en avril 1894 : anarchistes vrais défenseurs du prolétariat ≠ des politiciens socialistes corrompus (Guesde)
- Anarchosyndicalisme qui va se développer avec anarchistes qui se retrouvent dans syndicat

En conséquence, le développement d'un savoir sur la criminalité

- A. Bertillon invente fiches d'identification (photos, empreintes, descriptif physique) : « bertillonage » : mesures anthropométriques : facilite la recherche d'anarchistes à travers la France et l'Europe car échange de fiches : développement d'une police « scientifique »
- Dvlpmt de la criminologie : étude des défaillances corporelles et psychiques des criminels : avec J. Vacher (voleur et tueur) étudié par A. Lacassagne

B. L'affaire Dreyfus, un drame national (1894-1899)

1. « L'affaire » : le feuilleton judiciaire et le débat national (1894-1899)

Les faits incriminés et le début de l'affaire

- Sept 1894 : employée de ménage dans ambassade allemande qui est des services secrets de l'armée française : découvre dans corbeille « le bordereau » : papier se source française qui communique renseignement secrets (progrès artillerie et stratégie française à Madagascar) : découverte d'une taupe
 - ⇒ Soupçons qui s'orientent vers A. Dreyfus (juif et Alsacien) : écriture manuscrite se ressemblent + armée catho et antisémite
 - ⇒ Dreyfus traduit en justice et se défend mal
- *La Libre parole* (journal de Drumont) dénonce traître juif dan armée
- Colonel J. Henry (dir adjoint des services de renseignement) communique « dossier secret » à la justice (fausses preuves faites par Henry)
- Décembre 1894 : bagne de Cayenne et dégradé publiquement dans la cour de l'École Militaire : journaliste comme Léon Daudet (proche de Drumont) et T. Herzl (nourrit sa doctrine sioniste)

Le début de la croisade dreyfusarde

- Matthieu (frère de Dreyfus) et Bernard Lazare : analyse des documents mais peu d'écho (Drumont parle de « Syndicat Dreyfus »)
- Mars 1896 : lieutenant-colonel G. Picquart (nv dir renseignement de l'armée), aide Lazare et Matt
 - ⇒ Fuites qui continuent et récepteur du « bordereau » en relation avec colonel français F. Walsin-Esterhazy
- Découverte mars 1896 du « petit bleu » accablant pour Esterhazy : Picquart veut rouvrir le procès mais ses supérieurs veulent bien procès contre Esterhazy, mais pas rouvrir affaire Dreyfus
- « faux Henry » rédige une nouvelle fausse preuve
- Picquart envoyé en Tunisie, mais revient en France dès qu'il a une permission : arrêté pour divulgation de secret d'État
 - ⇒ Prend contact avec A. Scheurer-Kestner (sénateur répu modéré), Clemenceau (avec *L'Aurore*) et L. Herr (bilio ENS)
- Jules Méline (président du conseil) : « Il n'a pas d'affaire Dreyfus » et destitue le sénateur : Chambre députés ne veut pas rouvrir

Le tournant de « J'accuse »

- Janv 1898 : Estherazy déclaré innocent
- « J'accuse » de Zola avec aide Clemenceau et *L'Aurore* : « lettre ouverte au président de la République » : accuse autorités militaires et politiques (200k ventes)
- Zola condamné à 1 ans s'exile en Angleterre

2. Une « Affaire » nationale aux multiples rebondissements

Les rebondissements de 1898

- Législatives printemps 1898 et candidats antisémites et antidreyfusards sont élus (Drumont à Alger)
- Cavaignac (fils de l'ancien) devient ministre de la guerre et utilise le « faux Henry » pour incriminer Dreyfus et le fait expertiser mais il s'agit d'un faux : Henry emprisonné et se suicide

- ⇒ Mais refus de relancer le procès : débat va opposer « dreyfusards » et « antidreyfusards »

Dreyfusards versus antidreyfusards : les arguments

- Caricature Caran d'Ache (famille divisées, aussi familles politiques) *Un dîner de famille*
- Dreyfusards : Dreyfus innocent ; nouveau procès ; défendre individu face à institution ; combattre armée état dans État
- Antidreyfusards : coupable car juif (Drumont et ligue antisémite de Guérin) : traître par nature et à la solde l'Allemagne ; mais aussi raison d'État et ne pas remettre en cause l'armée pour la Rvance
- Pas de caricature car droite modérée (Figaro) peut être dreyfusarde ≠ droite antirépublicaine et gauche radicale et opportuniste est dreyfusarde (défense individu et droit de l'homme)
- Clémenceau défend un complot réactionnaire scellé par l'union du « sabre et du goupillon »
- Guesde considère pb sociaux avant ce débat (Jaurès aussi mais va s'engager pour dreyfusards)

La naissance de « l'intellectuel »

- 1898 : *Manifeste des intellectuels* : affaire Dreyfus = naissance des intellectuels qui défendent leurs idées : prennent part aux débats publics permis par une presse libre et indépendante

Le camp dreyfusard

- Zola, A. France (Académie Française), C. Péguy, Mallarmé, Apollinaire, Proust, A. Gide, R. Rolland, peintres Bonnard, Vuillard, Pissarro, Signac, le chimiste Marcelin Berthelot, universitaire Durkheim, Lavis (étudiants)
- Profession libérales, « minorités » (juifs, protestant, Alsaciens, Francs Maçon avec le Grand Orient de France)
- Socialisme réformiste avec F. Buisson : fondateur de la ligue des droits de l'homme 1898 qui défend conception universaliste de la répu, Lumières et droits de l'homme (président Ludovic Trarieux)
- ⇒ Réunions publiques, collecte de fonds (pas activité politique)

Les camps antidreyfusard

- Officiers de l'armée, magistrature, Église (antijudaïsme)
- *La Croix* (journal antidreyfusard) ou *Le Petit Journal* ou le journal jésuite *La Civiltà Cattolica* en 1908 : « Les juifs tiennent entre leurs main la République qui est moins française qu'hébraïque. Le juif a été créé par Dieu pour servir d'espion partout où une trahison se prépare »
- écrivains antidreyfusards R. Bazin, P. Bourget, J. Verne, A. Daudet, P. Valéry, P. Déroulède (nationaliste fonde la ligue de la patrie française en 1898), M. Barrès critique discours universaliste et oublie enracinement concret dans la nation (*Les déracinés* 1897) et devient patron de *La Cocarde* en 1897 et considère Dreyfus coupable par sa race

Explosion de rage antisémite

- « monument Henry » : Henry suicidé : campagne pour montrer le « faux » faite le juif J. Reinach dans *Le Siècles*. → veuve de Henry lui colle un procès pour diffamation
 - ⇒ Antisémites soutiennent la veuve : C. Maurras : *La Gazette de France* : Harry martyr des juifs : « faux patriotiques » pour soutenir France
 - ⇒ 14 décembre 1898 : *Libre Parole* lance collecte de fonds et reçoivent 25k dons avec des phrases antisémites que P. Quillard en collab avec le *Journal du peuple* publie ces phrases en 1899 sous le nom de *Monument Henry* (676 pages) : « Sainte Jeanne d'Arc, patronne de notre douce France, délivrez-nous des Juifs »

3. La liquidation de « l’Affaire » (1898-1899)

Crise politique et climat insurrectionnel

- Automne 1898 : ministre Guerre démissionne et chute de Brisson en nov
- Ligues extrême-droite : renverser la Répu (Déroulède, Drumont : « Répu enjuivée ») + attaque de commerce juifs et des juifs (partisans de Guérin) et prof dreyfusards au quartier latin
- 16 fév 1899 : mort F. Faure : 23 fév Déroulède tente coup d’État
- E. Loubet favorable aux dreyfusards : 5 juin antidreyfusards envahissent l’hippodrome d’Auteuil et baron de Christiani frappe Loubet avec canne
- 1 smn après : révolte dreyfusarde qui fait tb gvrnmt Dupuy (trop partial)
- Journaux de droite demandent dictature avec « homme providentiel » comme H. Rochefort (devenu extrême-droite) : « culture de guerre civile »

Une résolution en demi-teinte

- Procès de Dreyfus à Rennes : pour ne pas compromettre l’armée : « coupable avec circonstance atténuantes » (10 ans)
- Loubet lui accorde la grâce présidentielle mais il doit reconnaître sa culpabilité, mais ce qui met fin à l’Affaire
- Exposition Univ 1900 apaise les Esprits mais 1903 Jaurès réouvre l’affaire et relance l’affaire et 1906 Cour de cassation casse le jugement de Rennes, mais Dreyfus n’est pas proclamé innocent et réintègre l’armée en meurt en 1935

Le mystère de la mort de Zola

- Mort de Zola en 1902 : négociation panthéon (antirépublicains contre)
 - ⇒ Inhumé en 1904 et Dreyfus présent échappe à tentative assassinat
- Mort Zola assassinat ? Henri Buronfosse nettoie cheminé de Zola mais membre ligue des patriotes
- Armée française reconnaît son erreur seulement en 1995
- Esterhazy : réfugié au RU et correspondant de *Libre Parole* (meurt en 1923)

Une réaction politique de « défense républicaine »

- Gouvernement de 1899 de Waldeck-Rousseau : faire respecter valeur de la république face aux antidreyfusard : « Périclès de la République »
- Législative de 1898 : maj répu modérés mais A. Millerand au gouvernement en 1899 (socialiste) ministre du Commerce et de l’industrie
- Jugement des resp de ligues antidreyfusardes et mouvement nationalistes : exil de Déroulède et 10 ans prison pour Guérin : « Fort Chabrole » (Guérin s’enferme rue Chabrole pendant 38 jours pour éviter sa peine) + Louis Lépine préfet de police à poigne nommé à Paris
 - ⇒ Mais amnistie en 1905
- « Le triomphe de la république » de Dalou inauguré

Offensive contre le clergé

- Clergé antisémite : répu veulent durcir le ton : W-Rousseau dissout la Congrégation des Assomptionnistes et fait pression sur congrégations
- W-Rousseau : « Dans ce pays dont l’unité morale a fait, à travers les siècles, la force et la grandeur, deux jeunesse, moins séparées encore par leur condition sociale que par l’éducation qu’elles reçoivent, grandissent, sans se connaître, jusqu’au jour où elles se rencontreront si dissemblables qu’elles risquent de ne plus se comprendre » : critique le privé mais pas de lois
- Loi de 1901 sur les assos : faire fermer les congrégations

Offensive de l’armée

- Ministre de l’armée : le marquis Gaston de Galliffet : éviter que armée soit État dans État : démocratise l’armée et contrôler : « Grande Muette » : suppression

des commissions de classement pour les promotions : c'est le ministre qui nomme les officiers

- Sous pression en vue de son passé : Galliffet démissionne en 1900 et sera remplacé par le général André

III. La politique étrangère des années 1890, entre empire africain et « retour » en Europe

A. L'intensification de la colonisation

1. La formation du « parti colonial » à l'aube des années 1890 : de puissants lobbies politico-économiques

De quelques acteurs du « parti colonial »

- Expansion coloniale se poursuit sur un « parti colonial » (réseau de sociabilité) qui se décompose en petites formations qui font promotion colonisation et financent les expéditions : Comité de l'Afrique française (1890), groupe colonial de la Chambre des Députés (1892), l'Union coloniale (1893)
 - ⇒ Hommes influents notamment le Comité de l'Afrique française avec ministre affaires étrangères G. Hanotaux 1895-1898 ; président du Conseil A. Ribot 1893-1895 ; ministre colonies T. Delcassé 1893-1895
 - ⇒ Se servent influence pour intervenir de carrière en échange d'un renvoi d'ascenseur
- Groupe colonial à la Chambre avec députés de tout parti (surtout opportuniste) a pour président Eugène Etienne (député Oran et secrétaire d'Etat)
 - ⇒ Soutient conquête Afrique et fermeté Siam (pris entre Fr et RU qui ont colonisé Birmanie en 1886 et frontière fixée en 1896 avec accord franco-britannique) + conquête Madagascar
- Union coloniale : intérêts éco (banque parisienne, chambre commerce Paris, soyeux Lyon, négociants Bordelais) et crée journal *La Quinzaine coloniale*
 - ⇒ Dîners-débats : avec volonté expansion pour nationalisme et éco

Des quelques critiques de l'engouement explorateur

- Désastre exploration de Paul Crampel organisée par le Comité de l'Afrique française (1890) part de Brazzaville et anéantie par des seigneurs de Rabah
- Discrédit de la recherche d'expansion critique de P. Giffard dans *Le Petit Journal*

2. L'accélération des conquêtes en Afrique : la « course au clocher »

La Course au Tchad

- « courses » vers des points déterminées sur la carte : « Course au Tchad », partie de St-Louis au Sénégal est un succès avec la « mission Monteil » poussée par le Comité de l'Afrique française : atteint le lac Tchad en 1892

La Course au Niger et la lutte contre Samory

- Résistances locales (Ahmadou et Samory)
- Louis Archinard conquêtes armées sur Niger en 1890-93 : prise de Mopti et Bandiagara en 1893 : mort Ahmadou à Say en 1895 (terr contrôlés par français) + prise Tombouctou en déc 1893 (Archinard remplacé par Grodet)
- Installation dans région : résistante Touaregs (soumis en 1899)

- Binger depuis Côte d'Ivoire attaque Samory : « colonne Kong » et création AOF confié au colonel Trantinian (commandant supérieur des troupes du Soudan)
 - ⇒ Veut gagner contre Samory et prendre avantage sur All et RU
- Emprise sur Ouagadougou en 1896 et capture de Samory en 1898 (envoyé en captivité au Gabon)

Mainmise sur le Golfe de Guinée

- Question conquête du Dahomey (roy hostile à présence française et signe accord pour les comptoirs) car compétition britannique
 - ⇒ Abomey investit en 1892 et Behanzin arrêté en 1894
- Explorations à partir du Dahomey qui se heurtent aux RU et All : accord en 1898 sur frontières avec Togo (All) et Ghana (RU)
- Colonie de Guinée en 1893, le Dahomey (Bénin) en 1894 : formation bloc AOF avec pour siège de gvrnmt Dakar

Incursion dans la corne de l'Afrique

- Pierre Arnoux : compagnie d'Obock en 1872 puis P. Soleillet : représentant compagnie en 1881 : Établissement Obock en 1894
- Souveraineté s'étend sur toute côte somalienne avec protectorat des territoires du sultan Tadjourah : création Djibouti (fini en 1896)
- Avance de Ménélik négus Éthiopien (commerce) : accord franco-britannique en 1888 : début « course au Nil » avec RU

La conquête de Madagascar

- Député réunionnais (F. de Mahy) veulent conquête Madagascar
- 1890 RU reconnaît domination Fr à Mada en échange de reconnaissance de domination à Zanzibar : mais Ranavalona III pas au courant : émotion
 - ⇒ Meurtres d'européens : 1894 : intervention militaire française (soutenue unanimement à l'AN) et 1895 Tananarive occupé mais défaite compliquée qui aboutit à protectorat
- Réunionnais veulent toujours annexion mais Chambre réticente
- Léon Bourgeois (Président du conseil et ministre des Affaires étrangères) : statut intermédiaire entre protectorat et annexions : « prise de possession » : puis décision de annexion en 1896 (+campagne abolition esclavage par cathos et socialistes) : général Gallieni : « politique de la tâche d'huile » (exécute Hovas et conseillers reine) : permet accès aux soins... et réunifie Mada en 1902 après pacification par négociations entre tribus

B. Les drames de la colonisation : entre crise impérialiste et exactions meurtrières (1898-1899)

1. Une course perdue et une crise belligène : la « course du Nil » et à Fachoda (1898)

Contexte régional

- Course au Nil : Belge, Ru, Fr mais Ru a localisé source du fleuve vers le lac Tanganyika (1860's) : course au bassin fluvial et zone de confluence au niveau du Soudan
 - ⇒ Fr s'appuie sur position au Congo et Ru depuis Egypte et tente de conquérir le Soudan en affrontant mahdistes
 - ⇒ Ru veut ligne chemin de fer le Caire au Cap et Fr veulent axe Atlantique Mer Rouge et les deux projets se rencontrent à Fachoda

La mission Marchand

- Marchand veut aller au Nil pour concurrencer les Anglais en s'appuyant sur les mahdistes (soutenu à unanimité à AN) (compensation de perte Egypte)

- Mais ministre Affaires Étrangères veut s'appuyer sur Éthiopie : Ménélik (soucieux des Italiens, ayant pris contact en 1887) signe en 1894 pour chemin de fer Adis-Abeba-Fachoda (soutenu par Hanotaux)
 - ⇒ Italie défait par Éthiopie en 1896 à Adoua et libèrent espace pour RU donc soutient Éthiopie nécessaire : offre de Rive droite du Nil en échange de mission scientifique
- Ménélik impose chemin impraticable pour chemin de fer`

La rencontre et la reculade de Fachoda

- Mission Marchand part de Brazzaville en 1897 et arrive à Fachoda en 1898, après combats contre mahdistes
- Mission britannique de lord Kitchener (bien équipée : 25k hommes et nv mitrailleuses) : rencontre le 10 sept 1898
 - ⇒ Mission Fr loin du Congo et Ru proche de bases (rapport force défavorable)
- Hanotaux remplacé par Delcassé (pdv ≠) et négocie avec Londres : accepte de reculer
 - ⇒ Presse française anglophobe : *La Patrie* : casus belli et *Le Petit Journal* : « affaire Fachoda » plus que affaire Dreyfus
- France définitivement évacuée du Nil

2. L'affaire Voulet-Chanoine (1899) et ses suites

La question de la jonction Afrique du Nord / Afrique noire au niveau du lac Tchad

- 1890's : expéditions à partir du Sahara pour tracer chemin de fer transsaharien (mais condition mauvaises) : projet relancé en 1898 en revanche de la crise de Fachoda et gvrnmt lance 3 missions : mission Foureau-Lamy à partir du nord (pb de ravitaillement), mission Voulet-Chanoine ouest, et mission Gentil sud-est (attaqués par seigneur soudanais Rabah)

La colonne Voulet-Chanoine hors de contrôle

- Départ d'Afrique centrale (2k hommes) avec commandants Voulet et Chanoine (partisans de la manière forte) : exécution de la moindre résistance
- Commandants rompent contact avec ministère : 9 mai 1899 : massacre de la ville de Birni N'Konni : village rayé et 10k morts et juillet : 150 femmes et enfants massacrés à Koran-Halgo
- Ministre colonies prend connaissance par lettre de Peteau et commandants devant conseil de guerre et envoie de colonel Klobb mais ils finiront tués tous les 3
- Voulet en plein délire par la « soudanite » et « je ne suis plus Français, je suis chef noir »

Mais la fin de la course au clocher française en 1900

- 3ème mission avec Gentil (porte mal son nom) (commissaire de gouvernement au Chari) : tombe en octobre 1899 face à Rabah : bat en retrait et moitié décimée
- Mais en 1900 : troupe décapitation de Rabah
- Bataille de Kousséri : fin de la conquête subsaharienne et saharienne donc partage européen
- Empire français d'Afrique forme un tout (sauf Maroc)

C. L'alliance franco-russe : fin de l'isolement français en Europe

1. Les intérêts du sabre et de la finance

Un contexte nouveau en Europe

- 2^{ème} Empirie à l'orée de la WWI
- 1890 : Bismarck plus PM : Guillaume II ne veut plus de lui : Léo von Caprivi réchauffe les relations avec la France
- France se rapproche de la Russie car tensions avec Autriche-Hongrie

Le rapprochement

- Alliance franco-russe : échange de lettre en ministres Affaires étrangères (1891) : face au renouvellement de la Triplice (1891)
- Escadre française visite la base navale de Cronstadt en mai et accueil escadre russe en octobre à Toulon
- Accord commerciaux et convention militaire (août 1892) dirigée contre All : riposte conjointe franco-russe en cas d'attaque : adoptée en 1893 par Alexandre III et Sadi Carnot
- Nicolas II en 1894 prolonge alliance avec déplacements (1896 et 1901) : pont Alexandre III première pierre (1901) puis avenue Nicolas II
- 1897 : Felix Faure s'est rendu à St-Petersbourg pour pont trinité

Manifestations de l'amitié

- Au départ critique car Monarchie Absolutiste
- Alfred Rambaud (ministre de Instruction publique et historien spécialisé sur soviétiques) : *La Revue politique et littéraire* (1893) : écrit que la Russie n'est pas barbare (+ cite Tolstoï, Pouchkine, Gogol, Dostoïevski)
- Mais angoisse dissipées car alliance permet rapport puissance avec All (Revanche)

2. Failles et limites de l'Alliance

Une alliance effective ?

- Alexandre III à origine : mépris pour la République
- René Girault (historien) : chacun cherche à tourner alliance à son profit : Fr veut lutter contre hégémonie Ru et Russie veut faire pression pour All pour se rapprocher d'elle
- Mais manque de soutien : 1898 : Russie n'aide pas lors de la crise de Fachoda et France n'aide pas lors de guerre russo-japonaise (1904-1905)
 - ⇒ Nicolas II va signer une convention avec All en Baltique
- France utilise arme éco (invest) pour soutien militaire Russie

Les Emprunts russes

- Vague d'emprunt en Russie avec des propagandes de journalistes rémunérés
- 11 milliards de Franc-or empruntés entre 1887 et 1914